

SALARIÉS, CHÔMEURS, PRÉCAIRES : ARRÊTONS LE MASSACRE

A moins de cent jours de la fin de son mandat, le président Sarkozy semble découvrir que les questions sociales sont au cœur des préoccupations quotidiennes des Français. Il fait comme s'il n'avait, depuis 5 ans, aucune responsabilité dans la destruction de centaines de milliers d'emplois. Il est aussi le premier licencieur de France avec les suppressions de postes dans la Fonction publique.

Lui qui a refusé d'entendre la voix des millions de salariés, du public comme du privé, en lutte pour le maintien du droit à la retraite à 60 ans, a distribué des centaines de millions d'euros d'argent public qui sont allés droit dans les poches des actionnaires. Sa politique au service des marchés financiers, des spéculateurs et du grand patronat a provoqué une aggravation historique du chômage et de la précarité. Au lieu de s'attaquer au « coût » du travail, il ferait mieux de s'attaquer aux 318 milliards d'euros versés par les sociétés non financières en intérêts aux banques et en dividendes aux actionnaires. 2012 doit être l'année de la défaite de Sarkozy et de son clan !

Dans toute la France, faisons entendre le rejet massif de la politique de la droite, faisons entendre notre volonté d'une politique de gauche audacieuse pour les salariés, l'emploi et la protection sociale.

Le PCF, ses partenaires du Front de gauche et leur candidat commun à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon ont des propositions fortes qui touchent l'emploi directement, le pouvoir et l'argent :

- **interdire les licenciements** bourgeois et instaurer un moratoire sur la déréglementation des services publics.
- Abolir la RGPP pour reconstruire des services publics efficaces et utiles à tous,
- **supprimer le dispositif des heures supplémentaires**,
- au projet de gouvernement sur le chômage partiel, opposer un **projet de sécurisation de l'emploi, de la formation** et des revenus du

travail qui se présente comme une alternative au licenciement,

- **donner des pouvoirs nouveaux**, de contrôle et décisionnels pour les comités d'entreprises et les délégués du personnel notamment le droit de veto suspensif,
- **contrôle strict des aides publiques** et surtout réorientation du crédit, pour qu'il favorise le développement d'emploi, la formation et le tissu économique des PME-PMI. Ce crédit nouveau serait la mission de Fonds publics régionaux, d'un pôle financier public et d'une BCE transformée,
- **mettre fin aux exonérations patronales et sociales**, indispensables au financement de notre protection sociale.

INDUSTRIE : DES EMPLOIS SACRIFIÉS SUR L'AUTEL DU PROFIT

Petroplus, Fralib, Still-Montataire, Mreal, Lejaby, PSA : autant d'exemples de luttes combatives pour la défense de l'emploi industriel. Dans tout le pays, des milliers d'ouvriers, d'employés ou de cadres avec leurs organisations syndicales occupent leurs entreprises et sont mobilisés pour défendre l'avenir industriel de la France.

Près de 350 000 emplois ont été supprimés durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy 1

La crise du capitalisme financier a des conséquences lourdes sur notre économie. Elle s'attaque au socle de l'activité française : son industrie.

Le bilan est lourd et accablant : près de 900 usines françaises ont été fermées en 3 ans. C'est une saignée constante de notre industrie et de l'emploi.

Loin d'être le résultat d'une fatalité, il s'agit de la conséquence de choix politiques de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement qui hypothèquent gravement l'avenir et l'indépendance de la France.

TVA SOCIALE

Avant la fin de son mandat et dans la précipitation, Sarkozy s'apprête à instaurer une TVA prétendue sociale. Sous couvert de lutter contre les délocalisations, il s'agit d'alléger les prélèvements des employeurs pour augmenter ceux des ménages. C'est une attaque caractérisée contre la protection sociale et le pouvoir d'achat des ménages.

JE M'ENGAGE DANS LA CAMPAGNE DU FRONT DE GAUCHE

Nom :

Prénom :

Portable :

E-mail :

Ville : Signature :

Je rejoins le Parti communiste français

Je suis intéressé-e à participer aux campagnes du Front de gauche



FEDERATION PCF13
280 rue de Lyon 13015 Marseille- 04 95 05 10 10
www.pcf13.fr - contact@pcf13.fr